

INDIAN PRESS

COURTES NOUVELLES SUR LA SITUATION AUX INDES,
PUBLIÉES PAR LE COMITÉ INTERNATIONAL POUR L'INDE

No 1

Janvier 1934.

CASE 471

GENÈVE 3 (RIVE)

Mrs HÖRUP
HON. SECRETARY

Notre but.

La troisième Conférence Internationale pour l'Inde (Genève, 19 septembre 1933) a voté la résolution suivante:

"La Conférence prie le Comité International pour l'Inde de faire tout son possible pour rectifier les fausses nouvelles et empêcher que l'Occident n'entende qu'un son de cloche sur les affaires de l'Inde."

Afin de répondre à ce vœu, exprimé par les amis de l'Inde en Occident, nous tâcherons d'envoyer régulièrement des nouvelles de l'Inde ainsi que des informations sur le travail fait à l'étranger en faveur de l'Inde, sous la forme d'un Bulletin mensuel, avec paragraphes de presse, tout prêts à être publiés.

Nous espérons que nos lecteurs accueilleront cordialement ce premier numéro et nous donneront les adresses de journaux auxquels il devrait être envoyé. L'abonnement annuel est de cinq francs suisses; mais si nous recevons un nombre suffisant de dons nous serons heureux de l'envoyer gratuitement aux journaux qui nous en exprimeront le désir. Nous pouvons déjà offrir l'abonnement gratuit aux cinquante premiers journaux dont nous recevrons l'avis avant le 15 février.

Opinions de quelques hommes politiques Britanniques sur la constitution nouvelle de l'Inde.

"Je ne tiens pas à ce que l'Inde suive les traces de l'Irlande" a dit Sir Samuel Hoare; "il faut que nous fassions des avances constitutionnelles"

En vrai Conservateur, il voudrait "conserver à jamais l'Inde comme membre amical et sympathique de la Communauté Britannique de Nations."

Sir Hugh McPherson, ancien gouverneur de Bihar et Orissa, écrit dans une lettre au "Manchester Guardian":

"Je doute que ceux qui mènent la campagne actuelle contre la politique Indienne du Gouvernement National exprimée dans le Livre Blanc, se rendent compte de la gravité de la situation qui sera créée dans l'Inde si le plan du Gouvernement est rejeté ou ses propositions remaniées et amoindries au point de devenir inacceptables pour l'opinion Indienne cultivée. La différence entre la période présente de troubles politiques et les périodes précédentes serait que nous nous trouverions sans amis Indiens pour combattre la propagande anti-Britannique et conduire l'administration; car le rejet de leurs aspirations politiques communes amènerait la fusion de toutes les sections de l'Inde cultivée, unies contre nous. Nous avons résisté à la tempête de 1920-21, parce que l'opinion Indienne saine et modérée a été satisfaite des réformes de 1921. La situation aujourd'hui serait très différente s'il survenait une troisième campagne causée par le rejet des propositions du Livre Blanc. Car si une chose est certaine, c'est que toutes les sections de l'opinion politique indienne, soit conservatrice, libérale ou extrémiste, s'unissent pour revendiquer la reconnaissance du droit de l'Inde à l'égalité de statut avec les autres membres de la Communauté Britannique.

Il dit en outre, 20 nov. 1933:

Forward, 21 october 1933.

"Pourquoi provoquer une conflagration entièrement inutile? Pourquoi encourir la certitude de troubles politiques dans l'Inde, avec toutes les conséquences odieuses de répression et d'alienation durable de sympathies, quand il existe une alternative honorable?"

Et, en réponse au Colonel Maunsell qui accuse l'administration de l'Inde de démoralisation depuis les réformes de 1921, il ajoute:

"J'ai servi plus de trente ans dans la province de Bihar et Orissa, j'ai été gouverneur, et j'ai connu personnellement tous les fonctionnaires distingués qui ont rempli le poste de gouverneur pendant les 12 années des réformes. Je suis absolument sûr que nul d'entre eux n'a jamais fait la déclaration stupéfiante attribuée à l'un d'eux par le colonel Maunsell et je le mets au défi de dire de qui il la tient. Que penserait-on d'un publiciste étranger qui prendrait un rapport officiel sur quelques cas isolés de corruption ou de prodigalité locales et le transformerait en dénonciation globale de toute l'administration municipale et locale de l'Angleterre?"

Lord Linlithgow, président du Joint Select Committee a la même opinion que Gandhi: Un changement de cœur est nécessaire. Lord Linlithgow est tout à fait certain que, quelle que soit la législation qui sorte de leurs travaux sur les grands problèmes les confrontant dans l'Inde, ceux-ci ne seront pas résolus seulement par le cerveau, mais aussi par le cœur.

Le Comte de Kinnoull, "Whip" junior du Parti Travailleiste à la Chambre des Lords dit:

"Je voudrais insister sur les griefs présentés par le Parti Travailleiste à la Chambre des Lords. Avant tout, les sauvegardes indiquées dans le Livre Blanc sont définitives; or c'est la vie future d'un pays dont nous nous occupons, et la vie d'un pays s'étend fort loin dans l'avenir. La Liberté de l'Inde semblerait en ce moment comparable à celle d'un aigle en cage dans un Jardin zoologique."

"La "poigne" du gouvernement actuel est un signe de crainte. Une discipline imposée de force n'obtiendra jamais l'acquiescement que nous demandons. C'est l'esprit des propositions qui est en faute. On ne peut à la fois accorder et retirer sa confiance. Notre but futur doit être de donner à l'Inde satisfaction en ce qui touche sa fierté légitime. Les Indiens répondront par la réciprocité en nous donnant les conditions de sécurité que nous cherchons."

Forward, Nov. 15.1933.

A la Chambre des Communes, le Colonel Wedgwood a déclaré que le Livre Blanc n'avait aucun partisan, à part le Indian Office et peut-être les anciens Vice Rois. Condamnant la représentation communale (ridiculaire) il dit que les Hindous étaient unanimes dans leur opposition à la politique du Livre Blanc sous ce rapport, et que le système communal constituait une tentative pour diviser de façon permanente le peuple de l'Inde et pour empêcher l'évolution de la nation Indienne.

Forward, Nov.23.1933.

----- La Tournée de Gandhi dans l'Inde. -----

Mahatma Gandhi voyage en ce moment dans toute l'Inde, s'adressant à l'opinion publique pour faire disparaître les derniers restes de l'intouchabilité. Partout les foules nombreuses s'assemblent pour l'écouter et l'accueillent avec enthousiasme.

La revue hebdomadaire "Harijan" publie les détails de sa marche à travers le pays. Dans beaucoup d'endroits, temples, écoles, puits, s'ouvrent aux parias, comme résultat de son passage.

"Depuis cinquante ans", a dit le Mahatma, "c'est ma ferme croyance qu'il n'y a point de place dans l'Hindouisme pour l'intouchabilité telle qu'on l'observe aujourd'hui. Je trouverais que ce n'est pas trop de sacrifier ma vie pour cette cause sacrée; la disparition du fléau de l'intouchabilité."

Extraits de "Whither India?" de Jawaharlal Nehru.

..... Où va l'Inde? (dec.1933)

.... A quoi voulons-nous atteindre? à la liberté? l'Indépendance, le statut de Dominion? le Swaraj? Mots qui peuvent signifier beaucoup, ou rien du tout.....

Il faut répondre tôt ou tard à cette question: Pour la liberté de quelle classe ou de quelles classes dans l'Inde luttons-nous avant tout? Plaçons-nous les masses, les paysans et les ouvriers d'abord, ou quelque autre petite classe en tête de notre liste?

Si nous ne répondons pas à cette question maintenant, c'est en soi-même un choix, car cela veut dire que nous défendons l'ordre existant et le statu quo.

Ce qui arrive dans l'Inde affectera le monde et les événements du monde changeront l'avenir de l'Inde. La lutte de l'Inde aujourd'hui fait partie de la grande lutte qui se passe dans le monde entier pour l'émancipation des opprimés. C'est essentiellement une lutte économique, avec la faim et le besoin comme forces motrices.

.... La liberté de l'Inde est nécessaire parce que le fardeau que supportent les masses de l'Inde aussi bien que les classes moyennes est trop lourd.

Ce fardeau est dû aux intérêts capitalistes du gouvernement étranger comme à ceux de certains groupes et de certaines classes de l'Inde et du dehors.

Le but immédiat de l'Inde ne peut donc être considéré que comme la fin de l'exploitation de son peuple. Politiquement cela signifie l'indépendance et la séparation d'avec la Grande Bretagne, qui représente la domination impérialiste;

Le temps des intrigues de palais et des pactes et des compromis est passé, quand les masses entrent dans la politique. Leur école est celle des événements et la souffrance est leur maître. Ils apprennent la politique par les grands mouvements qui font ressortir la vraie nature des individus et des classes, et le mouvement de désobéissance civile a enseigné aux masses indiennes mainte leçon qu'elles n'oublieront jamais.

On demande la nouvelle arrestation de Mr. Subhas Bose.

Londres 13 novembre 1933. - A la chambre des Communes, Sir Walter Smiles a réclamé la nouvelle arrestation de Mr. Subhas Bose quand il retournera aux Indes, donnant pour raison sa conduite antiloyaliste et hostile durant sa période de libération.

Sir Samuel Hoare a répondu que le Gouvernement gardait sa complète liberté d'action.

La Banque Indienne.

Sir D. Hamilton, dans son livre: "L'Inde, son présent et son avenir" dit avec une brièveté savoureuse:

"Nous avons donné au pays un système ferroviaire pour emporter le blé superflu, mais nous ne lui avons pas donné de système bancaire pour lui rapporter de l'argent. Le surplus de blé va au monde, l'argent va aux usuriers et aux intermédiaires, et le peuple va au diable!"

L'Assemblée Législative Indienne vient de voter le "Reserve Bank Bill", mais la presse nationale indienne proteste contre la Banque d'Actionnaires et veut une Banque d'Etat dégagée de toute influence politique.

Bombay Chronicle, 6 décembre 1933.

New-Delhi.

Les membres Indiens de l'Assemblée ont exprimé l'opinion que si le Conseil Central de la Banque n'est pas obligé d'établir à Londres une Branche de la Reserve Bank les affaires de la Banque passeront à la Banque d'Angleterre, et elle sera dominée par les intérêts de Londres.

Amrita Bazar Patrika, 10 déc. 1933.

L'Armée de l'Inde.

Le Tribunal des Dépenses pour la Défense de l'Inde" a examiné les réclamations Indiennes au sujet des dépenses militaires qui sont à la charge de l'Inde et auxquelles devrait contribuer les revenus de l'Empire. L'Armée, si on en exclut les Forces Auxiliaires et Territoriales, et les Troupes du Service de l'Empire, consiste, en premier lieu, en Troupes Indiennes (environ 150.000 hommes) dont tous les frais sont à la charge de l'Inde; et en second lieu en Troupes Britanniques (environ 58.000 hommes) dont les frais sont à la charge de l'Inde, ainsi qu'une partie des frais de pensions.

Le Tribunal a accepté la thèse que la défense de l'Inde et la défense de l'Empire ne peuvent être dissociées. Il a conclu que les Revenus de l'Empire doivent contribuer aux dépenses militaires indiennes, mais seulement pour certains cas précis.

Les parties entendues par le Tribunal ont été d'accord pour reconnaître que les forces militaires de l'Inde ne dépassent pas ce qui est requis pour la défense de l'Inde et le maintien de la sécurité intérieure.

Times, 21 déc. 1933.

Gandhi a insisté pour que les dépenses de l'armée soient réduites de moitié, en limitant l'armée strictement à des buts défensifs.

Selon l'estimation du Budget des Dépenses compilé d'après le rapport de la Commission Simon, près d'un tiers des revenus de l'Inde est dépensé pour l'armée (31,4%) (India Bulletin, sept. 1932.)

Et Mr. Macdonald dans son livre "Le Gouvernement de l'Inde a dit: "Une grande partie de l'armée de l'Inde - au moins une moitié - est l'Armée de l'Empire, que nous employons pour des buts qui ne sont pas purement Indiens. Les dépenses en doivent donc être supportées par l'Empire, non par l'Inde."

Conférence des Femmes à Agra.

La dernière session de la Conférence des Femmes à Agra a adopté 14 résolutions.

La première exprime la douleur que leur cause la mort de Mr. Sen Gupta, de Mrs. Annie Besant et de Mr. V.J. Patel.

La seconde proteste énergiquement contre l'abrogation de la Loi sur la Mariage d'Enfants (Sarda Act) et condamne les efforts réactionnaires de ceux qui sont responsables de l'agitation.

La troisième exprime l'appréhension causée par le trop grand développement de la population, tel que le révèle le rapport de recensement du Dr. Hutton, et considère qu'un tel excès de naissances parmi les masses misérables est nuisible au bien général de la nation.

D'autres résolutions se rapportent à divers problèmes, social, communal, éducatif, travailliste, industriel etc.

Une résolution traite de l'intouchabilité et des conditions effroyables de logement et d'hygiène des soi-disant intouchables, particulièrement de ceux qui appartiennent à la classe des vidangeurs.

La Conférence condamne énergiquement l'esprit de communalisme et de provincialisme, qui est une menace pour le développement de la solidarité nationale de l'Inde.

Dans sa huitième résolution, elle s'adresse aux municipalités pour qu'elles ouvrent des écoles du soir et demande au gouvernement de l'Inde de rendre l'instruction obligatoire pour garçons et filles.

Elle insiste également après des universités de Benarès et d'Allahabad pour qu'elles lèvent l'interdiction de la coéducation.

La douzième résolution se préoccupe sérieusement de la condition misérable des ouvriers de fabrique.

Les deux dernières résolutions réitérèrent la décision d'encourager les industries Indiennes et de favoriser l'ouverture d'institutions pouvant procurer aux femmes les facilités nécessaires pour devenir économiquement indépendantes.

Forward, 3 Nov. 1933.

A la Huitième Conférence des Femmes de Toute l'Inde, qui s'est tenue à Calcutta le 27 décembre 1933, Son Altesse la Maharani Sucharu Devi de Mourbhunj présidait le Comité de Réception.

La Présidente de la Conférence, Lady Abdul Quadir (Musulmane) a dit dans son discours:

"Il est nécessaire maintenant de travailler à la propagande par la presse. A présent, la presse Indienne est en somme entre les mains des hommes. En attirant l'attention sur ce fait, je ne veux pas être ingrate envers nos frères qui contrôlent la presse. ...

"Ce que je veux souligner c'est la nécessité pour les femmes de faire plus grand usage de la presse en envoyant des articles littéraires aux journaux et revues existant, pour appuyer nos revendications et en créant des quotidiens et des journaux dirigés par des femmes pour soutenir nos intérêts."

La répression aux Indes.

Le correspondant de Midnapur (Bengal) du Forward annonce que 15 bourgeois de Midnapur ont reçu l'ordre de quitter le district. Cette expulsion représentera dans bien des cas la perte du gagne pain familial.

En dépit de la tradition non violente de l'Ecole Contai les autorités de Midnapur ont déclaré l'école illégale. Le secrétaire de l'école a écrit aux autorités pour demander qu'on fournisse les preuves de la complicité de l'école avec le terrorisme.

Forward, Nov. 1933.

Un arrêté du Magistrat de Midnapur interdit aux jeunes intellectuels Hindous de faire usage des routes entre la sous-trésorerie et la salle de Garde et l'enceinte du Tribunal Civil, à partir de la Grand Route du Conseil du District.

United Press, 18 Nov. 1933.

Après le décès de Sen Gupta, ancien maire de Calcutta.

Le Gouvernement local a donné ordre au Conseil du Taluk de Srivilliputtur de fournir la preuve que sa résolution de condoléance au sujet du décès de Mr. J.M. Sen Gupta ne devait pas être annulée.

Selon le gouvernement la résolution impliquait une critique de l'action gouvernementale, indiquait la sympathie du Conseil pour une forme indésirable de mouvement politique au Bengale et était rédigée en termes répréhensibles.

United Press, 18 nov. 1933.

Par notification dans la Gazette, le Gouvernement du Punjab a interdit les deux films de la Radha Film Company: Cortège funèbre de feu M. Sen Gupta, et Hommage du Madan de Calcutta à Sen Gupta, tous deux synchronisés dans tout le Punjab.

Amrita Bazar Patrika, 9 déc. 1933.

Incursion de la Police Britannique en Territoire Français.

D'après une lettre, qui nous a été communiquée au mois d'octobre dernier, la maison à Chandernagor, ville située en territoire français, où étaient hébergés des personnes, que la police Britannique suspectait d'être des réfugiés politiques de l'Inde Britannique, a été cernée le 2 sept. 1930 à 2 h.45 par la police Anglaise, qui aurait fait feu sur les habitants, dont l'un aurait été tué.

Après avoir brutalisé les autres la police Anglaise les aurait transporté au poste de police Français de là ils auraient été conduits dans la prison Anglaise de Hughli, puis ramenés au port Français de Chandernagor.

L'extradition de tous ces prisonniers aurait été demandée ensuite aux autorités Françaises.

Mr S.A... et Miss S.D...., institutrice auraient été relâchés quelques semaines plus tard pour être immédiatement arrêtés et emprisonnés sans aucune sorte de procès.

Les autres prisonniers auraient été jugés en territoire Britannique par un tribunal Britannique et condamnés à l'emprisonnement à perpétuité dans les îles Andaman dans la Baie de Bengale.

Nous avons demandé au Ministre de nous faire connaître si, au moment où les faits se sont produits, son département en a eu connaissance et dans l'affirmative, quelles mesures ont été prises par le Gouvernement.

Les Cahiers des Droits de l'Homme, 10 Janvier 1934.

Villages pauvres punis par des taxes.

La population de deux villages du Barisal (Bengale) a été condamnée à payer 1800 roupies pour rembourser les frais de stationnement d'une force de police additionnelle.

Forward, 8 nov. 1933.

Mr. Macdonald a réfuté les défenseurs officiels qui assurent que le niveau de l'impôt est très bas dans l'Inde. - "Il n'est pas question de cela. Ce qui importe c'est la capacité de payer l'impôt, dans la population, et, en ce qui regarde les masses, il faut bien dire qu'elle est nulle."

Guerre et terrorisme.

Son Excellence Sir John Anderson, Gouverneur du Bengale, a dit dernièrement.

"Je me suis parfois amusé, dans mes moments de loisir, à comparer le genre de combat que mon Gouvernement mène contre le terrorisme à la guerre telle que vous l'avez connue."

Forward, nov. 1933.

Selon le "Government Report on India 1931-32" (Free Press Journal 12 déc. 1933, Bombay) dix fonctionnaires Anglais ont été tués, pour la plupart au Bengale. Peut-être Son Excellence dans ses moments de loisir s'amusera-t-elle à comparer ce nombre de vies anglaises perdues dans ce combat non-violent avec le nombre de celles qui ont été perdues "dans la guerre telle que vous l'avez connue." Plus d'un million de soldats Anglais ont été tués selon le "Peace Year Book 1934", National Peace-Council, London.

La défense contre les raids aériens.

A une conférence faite à Londres, présidée par le Général Sir Archibald Montgomery-Massingberd, chef de l'Etat Major Impérial, des questions ont été posées au sujet des mesures prises pour la sauvegarde des villes non défendues, en cas d'attaques aériennes dans la prochaine grande guerre.

Nous aimerions poser des questions semblables au Gouvernement Britannique au sujet des attaques aériennes conduites en ce moment dans les provinces de la frontière nord-ouest de l'Inde.

Forward, 20 nov. 1933.

Le représentant nommé par le Gouvernement Britannique à la S.D.N.

L'Aga-Khan a reçu un télégramme de la Communauté religieuse dont il est le chef spirituel, le priant "de remettre sa visite dans l'Inde ou de déclarer qu'il ne recevra de dons sous aucune forme, la raison étant que la communauté trop pauvre ne peut plus se laisser exploiter par lui."

Forward, 11 nov. 1933.
